

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI



HUIT PAGES



LE NUMÉRO : 10 centimes

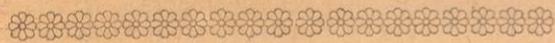
BUREAUX : 9, rue Joubert, Paris IX^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois, 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

SOMMAIRE

Au Maroc. — BRACKE.
La Nature radicale. — COMPÈRE-MOREL.
La Presse capitaliste. — CH. BONNIER.
Au jour le jour. — PAUL GRADOS.
La dernière de Griffuelhes.
Elément de l'Ordre nouveau. — P.-M. ANDRÉ.
L'Action syndicale sur le réseau de l'Est. — J. P. GRANDVALLET.
Mouvement international. — CH. RAPPOPORT.
Le Syndicalisme hors de France.
L'action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.
La presse socialiste.
Un Témoignage.
Bibliographie.



Au Maroc

C'est maintenant assez loin dans l'intérieur du Maroc que les troupes françaises vont être menées par ce fameux "droit de suite" qui "nous" avait été reconnu en 1847 et que l'acte d'Algésiras a confirmé.

Quoi qu'on puisse en dire, le changement de tactique marqué par le rappel du général Drude et son remplacement par le général d'Amade, constitue une victoire pour les financiers "marocains" qui veulent la colonisation du pays.

Ce n'est pas une petite affaire, car, il est facile de le voir, c'est recommencer la conquête de l'Algérie, dans des conditions d'ailleurs plus malaisées.

Or il a fallu dix-sept ans pour venir à bout de l'Algérie, depuis le débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch (14 juin 1830) jusqu'à la capitulation d'Abd-el-Kader (23 décembre 1847). On pourrait même dire vingt-sept ans, car ce n'est qu'en 1857 que fut soumise la Kabylie.

Remarquons que le Maroc est bien plus étendu que l'Algérie : un bon quart en plus. Il est plus peuplé : au moins 6 millions d'habitants.

Comme l'écrivit M. Paul Leroy-Beaulieu dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} janvier, « l'Algérie revient à plus de 4 milliards à la France ; le prix du Maroc serait encore plus élevé ».

Tout cela pourquoi ? Uniquement pour le plus grand profit de quelques tripoteurs cosmopolites.

Ce serait le moment pour le Parti socialiste de donner à son opposition contre la politique coloniale une force particulière.

La crainte seule de la carte à payer et du sang à sacrifier peut faire réfléchir la petite bourgeoisie française, qui autrement se fait l'auxiliaire de la finance pour ouvrir les nouveaux débouchés au commerce et transporter "la civilisation" dans les pays d'outre-mer.

La situation spéciale de la France, pays à développement industriel de plus en plus ralenti, et par cette raison devenu exportateur de capitaux, explique l'extension coloniale extraordinaire qui s'est produite à la fin du XIX^e siècle et que la petite bourgeoisie, rentiers, boutiquiers, paysans, a favorisée comme elle a favorisé l'alliance russe et le placement des fonds français en Russie.

Il faut des circonstances graves et un effort continu pour remuer cette masse hypnotisée par les "succès" de nos armes, les "progrès" de notre civilisation et les "victoires" de notre drapeau.

Mais pour y arriver, pour donner quelque efficacité à l'opposition que le Parti socialiste a décidé de faire plus que jamais au colonialisme par une résolution du Congrès international de Stuttgart et par le manifeste commun aux socialistes de France et d'Espagne, il ne faudrait pas être gêné par le colonialisme de certains camarades du Parti.

Parmi les arguments qu'on voit reparaître à chaque instant soit en Allemagne, soit en France, pour justifier la prétendue "politique coloniale socialiste" condamnée à Stuttgart, l'un des plus renversants est celui-ci :

Le socialisme ne peut sortir que du capitalisme. Il est donc nécessaire pour tout peuple d'avoir passé par le système capitaliste pour s'élever jusqu'à la révolution sociale. Selon le mot de David à Stuttgart, toute nation doit accomplir le chemin de croix du mode de production capitaliste.

Ce serait donc pour leur rendre service que nous porterions aux "barbares" le système d'exploitation contre lequel lutte notre prolétariat.

Et les auteurs de cette belle argumentation invoquent Marx à l'appui de la soi-disant fatalité qui rend indispensable l'"étape capitaliste" à l'évolution humaine.

Chose étrange ! Ce sont toujours les hommes qui n'ont pas assez de mépris pour les "dogmes" marxistes qui se réfèrent à un prétendu "marxisme" comme à un dogme inflexible.

Ceux qui n'éprouvent pas le besoin de réfuter ou de "renouveler" Marx, mais se contentent de le comprendre, savent que chaque groupement humain a son histoire particulière, que les peuples les plus avancés servent d'exemple et de leçon aux plus arriérés, qu'ils leur communiquent le capitalisme au point d'évolution où il est arrivé chez eux et que par conséquent les étapes peuvent être "brûlées" par une nation comme elles l'ont été par le Japon sautant, pour ainsi dire, en dix ans, de 1868 à 1878, du moyen-âge contemporain de saint Louis à la forme de société capitaliste la plus moderne.

Il ne faudrait pas non plus, pour l'effet

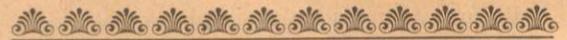
de la bataille anticoloniale, que les socialistes s'effaçassent, comme ils le faisaient dernièrement, devant des radicaux prêts à protester contre les atrocités coloniales jusqu'à — l'ordre du jour pur et simple.

C'est là une opposition dont un gouvernement se rit.

Il redouterait au contraire l'obstination à montrer, par des faits et des documents, l'action de la flibuste financière dans l'affaire marocaine, comme dans toutes les conquêtes coloniales.

Le procès et la condamnation d'Hervé le prouvent suffisamment.

BRACKE



La Nature... Radicale...

Un journal bourgeois publie sous ce titre une délicieuse petite note qui aura dû rendre rêveur bon nombre de ses lecteurs.

Après avoir déploré la crise actuelle de l'agriculture et l'exode des paysans vers les grands centres, l'auteur annonce sentencieusement qu'il suffit d'avoir un petit coin de terre à la campagne pour pouvoir vivre tranquillement.

Pour le démontrer, il affirme qu'en effet deux ou trois ares suffisent à produire les légumes d'un ménage et que « la valeur moyenne de la récolte d'un hectare atteint plus de 1.200 francs pour l'asperge et l'artichaut, 1000 francs pour les choux, 700 francs pour les carottes, 500 francs pour les pommes de terre, 400 francs pour les navets et 380 francs pour le blé. »

Il faut avoir une piètre idée de la valeur intellectuelle de sa clientèle pour oser imprimer de semblables inepties.

Dans la culture maraîchère comme dans la culture des céréales ; dans l'élevage des bestiaux comme dans l'industrie laitière, il est impossible de vivre tranquillement à la campagne avec un petit coin de terre.

Si deux ou trois ares suffisent à produire les légumes d'un ménage — permettant au patronat de diminuer les salaires au prorata des économies réalisées journalièrement par le ménage qui, consommant sa propre production, n'a point besoin d'acheter une partie des objets de consommation nécessaires à son entretien, — un petit coin de terre, plusieurs petits coins de terre ne permettent nullement de vivre à ceux qui les exploitent.

Au point de vue de la culture maraîchère, notre perspicace agronome, se fourre le porte-plume dans l'œil jusqu'au fourreau.

Certes, dans une bonne année, quand la température n'a pas été défavorable, quand l'on a la vente facile, à sa porte ; lorsqu'il n'y a aucun transport à payer, l'exploitation d'un hectare d'asperges, d'artichauts, de choux, de carottes, de navets etc., etc., produira une somme approchant de bien près les chiffres cités plus haut. Mais ce que l'on oublie de dire, c'est que la profession de maraîcher est une de celles où il est le plus nécessaire de posséder des capitaux. Pour extraire du sol une quantité de

produits assez élevée et assez variée, il faut d'abord, non pas un petit coin, mais un grand coin de terre. Et comme celle-ci doit toujours se trouver à proximité d'une forte agglomération urbaine, elle est d'un prix très élevé. Si élevé que souvent le maraîcher ne peut en être que le locataire. En sus de cela, le matériel dépasse, et de beaucoup, le matériel des « croquants » de jadis. Chaque établissement maraîcher doit posséder un nombre respectable de châssis, de cloches, de coffres ; une installation d'eau avec manège ou moteur, et des réservoirs nombreux. Et je ne parle pas des voitures, chevaux, outils et avances en argent liquides pour l'acquisition du fumier, du terreau, etc., etc., etc.

Pour la culture des céréales, il serait peut-être fastidieux de répéter ce que j'ai déjà dit tant de fois : qu'il est impossible de produire pour vivre comme l'on doit vivre, si l'on a pas à sa disposition de nombreux milliers de francs. L'élevage et la production du lait sont soumis aux mêmes nécessités et ceux qui se risquent dans ces sortes d'entreprises ne tardent guère à disparaître s'ils n'ont pas les « reins solides ».

Je me demandais par quelle aberration d'esprit un homme avait osé aller à l'encontre de semblables vérités, quand mes yeux tombèrent sur la dernière ligne du filet, je pourrais dire « sur la dernière perle trouvée dans le filet. »

Après avoir étalé les chiffres, entonné les louanges en l'honneur du « petit coin de terre où l'on peut vivre si tranquillement » notre journaliste terminait en disant :

Mais il faut avoir des goûts simples...

Ces sept mots sont tout un poème !

Il faut avoir des goûts simples !

Véritablement, cette phrase donne prise à de nombreuses interprétations.

Qu'à voulu dire Panurge — car Panurge il y a, puisque telle est la signature — en parlant de goûts simples ?

A-t-il voulu entendre par goûts simples le dédain de l'automobile, des voyages en sleeping-car, des soirées à l'Opéra, ou des chasses à courre ?

Jusqu'alors, aucun paysan n'a songé à se procurer ces jouissances bien au-dessus de ses moyens, et, tout Panurge qu'il est, notre journaliste ne l'ignore pas.

A-t-il voulu entendre par goûts simples, les primitifs costumes du paysan, la rareté de ses sorties ou l'absence de lecture, la vie à bon marché ?

Oh ! alors, oui, nous sommes de son avis.

Il suffit d'avoir un tout petit coin de terre à la campagne pour pouvoir vivre tranquillement.

J'en ai vu beaucoup comme ça de paysans, soit dans la Lozère, soit dans la Creuse, soit dans le Doubs.

Enfermés dans leurs montagnes aux pentes arides et desséchées, ou au milieu de leurs côtes aux croupes arrondies ; vêtus d'une blouse déteinte, d'un pantalon de velours blanchi par l'usage et chaussés de lourds sabots, ils suivent mélancoliquement leurs vaches — s'ils en ont deux ! — qui traînent la vieille charrue ou le lourd charriot chargé de fumier, quand ils ne sont pas obligés eux-mêmes de retourner la terre à la houe et de transporter les engrais sur leurs dos !

Oui, ces paysans ont des goûts simples !

Comme habitations, généralement un taudis sans air, ni lumière, couvert de chaume ou de tuiles ; les bestiaux logeant avec les gens péleméle, l'odeur acre et forte du fumier se mêlant à la vapeur d'une soupe quelconque.

Oui, ces paysans ont des goûts simples !

Jamais un journal dans les mains, n'ayant pas ou peu de repos (jours de semaine, dimanches ou fêtes n'étant pas distingués) ignorant tout de la vie intellectuelle, ne connaissant en rien les joies du penseur et ne sachant pas qu'il est possible de transformer leur vie dans un sens meilleur, eh ! oui, ces paysans ont des goûts simples....

Mais ces goûts simples, nous n'en voulons plus !

Le travailleur rural ne doit plus être la bête de somme attachée à son petit coin de terre — lorsqu'il en possède un — sans en vivre, en

mourrant plutôt. Il ne doit plus être absorbé par un travail dégradant, contraire au rang que l'homme moderne doit occuper dans la société. Il y a assez de place dans la campagne, dieu merci, sans que l'étable de sa vache ou de son porc soit la sienne. Il produit assez de froment et de vin, engraisse assez de bestiaux, élève assez de moutons pour avoir droit à la bonne miche de pain blanc, au clair pot de vin, à l'odorant rôti et aux chauds vêtements de laine.

Tous ces goûts simples ont fait leur temps...

Il lui faut autre chose.

Et cette autre chose : la possibilité de satisfaire les goûts les plus élevés, il l'aura, quand il le voudra.

Il l'aura, comme les ouvriers de la mine, de l'usine et des chemins de fer l'auront quand ils le voudront.

Quand tous auront compris que la propriété du Capital, sous toutes ses formes, peut seule donner la possibilité de s'offrir les jouissances les plus diverses ; que tous les moyens de production, d'échange et de transport possédés encore individuellement rentreront lentement mais librement, par la seule volonté de leurs détenteurs, dans le giron social, les goûts simples seront du passé, d'un passé qui ne reviendra plus jamais.

C'est à nous, au parti socialiste, qui doit être aussi unifié dans ses idées que son organisation, de faire justice des turlupinades des journalistes bourgeois, jouant aux connaisseurs en matières agricoles. Mais n'oublions pas, dans la conquête du monde du travail, l'élément rural, l'élément paysan.

Oui, je le sais, il est incontestable que les campagnes se vident, déversent leurs unités expropriées dans les villes remuantes, absorbantes, dévorantes. Mais n'attendons pas de cette exode tout le bien que l'on croit.

Ne croyons pas que le paysan va devenir un socialiste du seul fait de son incorporation dans le prolétariat urbain. N'espérons pas voir augmenter les forces socialistes des villes au fur et à mesure que celles-ci augmentent en habitants ; ce serait se préparer à de cruelles et pénibles désillusions.

La ville, ne fait pas seulement que des socialistes, elle fait aussi, et j'oserai presque dire surtout, des « dégoûtés » de toute action, des « dévirilisés ». Expropriés de leur lopin de terre ; arrachés à leur sol natal ; projetés de leur calme milieu dans cet enfer économique et social qu'est la ville, ils ne viendront pas, ils viendront très peu, au socialisme. Pour adhérer à nos doctrines, pour connaître nos théories, pour épouser nos idées et les propager, il faut encore de l'énergie, et le paysan battu, vaincu, écrasé, lamentable épave humaine ne sachant ou se caser pour vivre, ne pense plus qu'à reconquérir sa place au banquet de la vie. Il se fait petit, tout petit, ne bouge pas, et se contente du plus petit et du plus médiocre des emplois pour s'entretenir et entretenir les siens.

Ce déraciné n'est et ne sera jamais, ni pourra jamais être un révolutionnaire.

Mais si nous avons eu la pensée d'aller éduquer le paysan, avant qu'il ne fut contraint d'abandonner son champ à la classe capitaliste — qui monopolise la terre (sous la forme de grande propriété ou grâce aux prêts hypothécaires) comme elle a monopolisé les moyens de production industriels, — si nous avons pris soin de créer des groupes à la campagne, d'y vendre des brochures et de soutenir les mouvements ouvriers qui ont pu y naître, nous préparons chez le futur « déraciné » une telle conscience de classe que son premier devoir, lorsqu'il sera « aspiré » par la ville, sera de se faire inscrire au groupe politique et à la coopérative de son quartier, ainsi qu'à son syndicat de métier.

Allons donc parler aux paysans, nous avons tout à y gagner.

Et si l'on veut ma pensée, toute ma pensée, on fait chez eux, avec eux, parmi eux, une besogne autrement sérieuse qu'à la ville. L'avenir nous le prouvera.

COMPÈRE-MOREL.

La Presse Capitaliste

Chaque période du régime capitaliste a son organe et la presse n'est que le reflet de ces différentes évolutions. Jadis, lorsqu'il se tenait encore dans une certaine réserve, ses journaux parlaient encore de principes et parfois même les observaient. Aujourd'hui, ce qu'on appelle aux Etats-Unis la « Presse jaune » est représentée en France par un journal, contre lequel notre confrère l'*Humanité* mène en ce moment une lutte acharnée, à propos d'une question coloniale.

Ce journal, il faut le reconnaître, représente bien l'époque, et son histoire est instructive. Après une éclipse de quelques années, il reparait, grâce à une cause célèbre, et profite d'une réaction de l'esprit public contre le nationalisme, pour devenir l'organe du parti républicain au pouvoir. Peu à peu il devenait le journal officiel du régime, et après avoir agi comme auxiliaire, il s'imposait et faisait la loi aux ministres eux-mêmes, qui se laissaient morigéner et critiquer par la créature qu'ils avaient évoquée. C'est la vieille histoire du sorcier qui conjure les esprits et ne peut ensuite les faire rentrer dans l'ordre.

Ce journal, mis en goût par cette première conquête, se mêlait du gouvernement, faisait des enquêtes judiciaires et autres, instituait des courses à pied et à cheval, et finissait par devenir, aux yeux du public, le grand Manitou, celui qu'on ne peut plus critiquer ni juger. Il faut avouer que la démocratie française comme sa sœur d'Amérique est gouvernée par les journaux, qui substituent graduellement leurs arrêts et leurs décisions au fonctionnement plus ou moins régulier de l'organisme gouvernemental. Comme on l'a vu dernièrement, les ministres eux-mêmes se servent de ce moyen pour leurs luttes personnelles et c'est à qui, parmi eux, favorisera le tout puissant journal.

Aux Etats-Unis, les journaux sont aux mains des Trusts qui les lancent, comme une meute, sur tel ou tel personnage politique qui les gêne : le président Roosevelt en sait quelque chose. Mais cette lutte politique n'est qu'un incident, une sorte d'entraînement pour un sport plus sérieux et surtout plus lucratif, celui des affaires. Le procès, aujourd'hui presque oublié, contre les administrateurs de Panama, montre que, dès cette époque, ceux-ci avaient reconnu le pouvoir de la Presse ; peu de journaux avaient pu résister aux offres des tentateurs. Cela fit scandale alors, les lanceurs de cette affaire n'avaient eu que le tort d'appliquer trop tôt à la France une méthode qui réussit en Amérique. Aujourd'hui, personne ne songe à nier l'influence prépondérante de certains journaux sur le marché national et mondial.

Mais le capital détruit, ou du moins diminue, ses organes. Le système du Trust et de la concentration des capitaux s'applique aujourd'hui à la Presse elle-même. Sous nos yeux, dans ces derniers temps, depuis l'Affaire, combien de journaux se sont écroulés, pour faire place aux deux organes qui se disputent l'empire. Voilà une lutte certes plus intéressante que les débats de la Chambre. Que sont devenus les organes discrets du Capital, le journal de Léon Say, les *Débats* ? Ils ont été rejoints par les vieilles neiges ! De même les journaux nationalistes qui faisaient rage, il y a près de dix ans : le *Figaro*, jadis représentant de l'Etat-Major et de la société bien pensante ; le *Soleil*, journal orléaniste ; le *Gaulois*, organe sélect ? Tous ont disparu ou vont disparaître, pour faire place à la lutte de l'Eléphant et de la Baleine, qui écrasent dans leurs ébats les animaux de moindre taille.

Et quand l'un des deux disparaîtra, le Trust sera vainqueur, parce qu'il aura fait la solitude — sinon la paix — autour lui. Le Capital procède toujours par élimination : c'est un grand gaspilleur de forces. On assistera au spectacle d'un seul journal tout-puissant, ayant sa clientèle de ministres, de députés, d'hommes d'affaires ; disposant du marché

financier et roi absolu de l'Annonce. Le Capital aura là sa dernière incarnation et sa plus parfaite expression.

Pourquoi le prolétariat socialiste, avec ses rares journaux quotidiens et ses hebdomadaires, prendrait-il part à cette lutte, lui qui ne peut combattre avec une arme qui ne lui appartient pas, qu'il ne peut manier. Il n'a qu'à laisser faire les journaux en lutte; ils se détruiront et se réduiront les uns les autres; jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une tête, facile à abattre.

C. BONNIER.

Au Jour le Jour

Sic vos... non vobis

Le gouvernement prussien a trouvé le moyen de "germaniser" les provinces polonaises qu'il administre: c'est d'exproprier leurs habitants.

Cette méthode est d'une simplicité... capitaliste. Ne pouvant leur inspirer l'amour d'une "patrie allemande" qui les annexa jadis de vive force, on leur enlève la terre qu'ils possédaient, et on l'adjuge aux descendants des conquérants — c'est-à-dire qu'on en fait des *sans-patrie*.

Ce qui d'ailleurs ne les dispense en aucune façon de l'obligation de porter les armes, pour défendre au besoin contre d'autres spoliateurs leur propre bien déjà passé aux mains d'autrui.

Seulement, un certain nombre d'entre eux vont se souvenir qu'en ses Congrès internationaux, certain parti revendique pour tous les groupements de citoyens, le libre choix de la nation à laquelle ils entendent appartenir; il se diront que seul le triomphe de ce parti peut garantir à tous le plein exercice de cette liberté... si bien qu'à force de vouloir en faire des Allemands, on en aura tout bonnement fait des socialistes.

Monopoles

Qu'un ouvrier hystérique viole et assassine une petite fille, et voilà tout aussitôt les journaux bourgeois remplis de clameurs aussi vertueuses qu'indignées; voilà des "mères de famille" appartenant au monde *select* qui pétitionnent pour demander la tête du coupable.

Mais que le patronat fasse périr des enfants à force de surtravail dans ses bagnes industriels, — que des messieurs "comme il faut" soient compromis dans une révoltante affaire de mœurs dont les petites victimes se comptent par centaines, — et voilà tout aussitôt la conspiration du silence qui s'organise avec le plus touchant accord.

La classe qui monopolise de plus en plus les moyens de production — et qui, par ce fait, règne en souveraine absolue sur le restant de l'espèce humaine — entend monopoliser également la chair à plaisir et exercer le droit de vie et de mort sur la chair à profits.

Fauteurs de Grèves

Pour justifier l'envoi de troupes sur les champs de grève, les Gouvernements ont l'habitude de prétendre que leur devoir est de garantir la « liberté du travail ». La presse officieuse opine du bonnet, et déplore — à colonnes que veux-tu, l'entrave apportée à la production — lisez à l'accumulation des profits patronaux — comme si le régime actuel n'était pas infiniment plus responsable de ces conflits que les grévistes eux-mêmes.

Mais voici qu'aujourd'hui l'information suivante nous arrive de Charleville :

Deux hauts-fourneaux viennent d'être arrêtés dans

le bassin de Nancy; on craint que d'autres ne soient arrêtés également dans le bassin de Longwy. Les maîtres de forges déclarent que la crise ne saurait être évitée que par une baisse importante dans les prix des charbons et des coques.

Allons-nous voir le Gouvernement français, intervenant à nouveau au nom de la « liberté du travail », lancer des bataillons d'infanterie sur les spéculateurs dont les manœuvres risquent de jeter hors de l'usine des centaines ou peut-être des milliers d'ouvriers ?

Jamais de la vie! Il n'y a lieu à *intervention* que contre les damnés de l'enfer capitaliste. A l'égard des exploités et de leurs complices, on applique au contraire la fameuse théorie du *laissez faire, laissez passer*.

Cadeau de Nouvel an

Dans le Ministère du Travail, on se décide enfin à passer des discours aux actes.

L'*Humanité* nous informe en effet qu'on a diminué les gratifications de fin d'année prévues pour une certaine catégorie du personnel subalterne. Je crois bien que c'est là la première « réalisation immédiate » qu'on y ait accomplie jusqu'ici.

Pour peu qu'on y traite de la même façon la législation ouvrière existante ou à l'état de « projets », la bourgeoisie n'hésitera plus à convenir que la création du susdit ministère fut la « plus importante réforme du siècle! »

Pourvoyeurs de géôles

Quand on veut tuer son chien, dit un proverbe, on le déclare enragé.

Quand nos dirigeants veulent coffrer un militant, ils l'appellent malfaiteur.

Ainsi fait un certain Derveloy, député de Seine-et-Marne. Un jour, sa villa fut cambriolée et mise à sac. Notre homme s'empressa de dénoncer à la police, comme étant les auteurs présumés de l'attentat, les quatre militants les plus actifs et les plus dévoués des organisations syndicales de Provins. Et naturellement la police — qui considère aussi comme un malfaiteur tout salarié coupable de lutter contre l'exploitation patronale — ne s'est pas fait tirer l'oreille pour incarcérer nos camarades. C'est toujours quelques journées de répit assurées à MM. les exploités.

C'est d'ailleurs comme ça que l'Empire et l'Ordre moral traitaient jadis les républicains; c'est encore comme ça que Nicolas II fait traiter aujourd'hui les élus de la première Douma. La défense des privilèges capitalistes a de ces exigences — en dépit de la logomachie démocratique, grâce à laquelle les politiciens arrivent encore à capter les suffrages ouvriers.

Quès acô ?

Généralement, quand on voit des gens ou des nations s'armer jusqu'aux dents, on les soupçonne de desseins belliqueux, et même après les avoir entendus tenir des propos rassurants, on conserve un peu d'inquiétude.

Nos ambassadeurs en jugent tout autrement. Écoutez par exemple ce que dit M. Cambon en réponse à l'interview du *Lokal-Anzeiger* :

Je ne vois aucune raison de ne pas être optimiste. Je suis et reste convaincu que l'Allemagne et la France sont appelées à persévérer dans les voies de leur développement pacifique et à contribuer ainsi au progrès de la civilisation en général.

Voilà qui s'appelle avoir la foi robuste. L'accroissement formidable des dépenses militaires allemandes, notre méthode de pénétration au Maroc, apparaissent à cet homme comme autant de symptômes d'une paix assurée. Faut-il qu'il faille le flair du diplomate!

... A moins toutefois que le Cambon déjà nommé, s'étant rendu compte de la puissance acquise par le prolétariat organisé des deux pays, ne l'ait jugée déjà suffisante pour faire obstacle aux velléités d'agression ou de conquête de l'un ou de l'autre gouvernement.

C'est peut-être cela qu'il a voulu dire. Seulement, dans la diplomatie, on ne dit pas ce qu'on veut: là aussi bien qu'en politique, les bourgeois usent de la parole non pas pour exprimer, mais pour *déguiser* leur pensée.

Sabotage patronal

Dans une chronique publiée cette semaine par la presse bien pensante, le D^r Toulouse ajoute un nouveau document à la liste déjà fort longue des produits frelatés par les honnêtes fabricants.

Les pâtes aux œufs sont vantées avec raison pour leur goût. Mais certains industriels trouvent économique d'acheter à des mégissiers et à des gantiers — qui n'utilisent que les *blanches* (l'albumine) — les *jaunes*, qui sont souvent dans un état de putréfaction avancée.

C'est par les œufs que des gâteaux ont causé des accidents, mortels chez des enfants.

D'ailleurs la plupart des friandises peuvent être dangereuses par les produits artificiels qui les parfument, quand ils ne sont pas teints avec des colorants prohibés, en rouge par le minium, en blanc par la céruse.

Professeurs de Méthode.

Certains loustics s'imaginent volontiers nous embarrasser en nous demandant « comment nous nous y prendrons pour faire la Révolution sociale. »

Si nous avons besoin de leçons pour cela, ce seraient les bourgeois eux-mêmes qui nous indiqueraient la marche à suivre comme le montre l'exemple suivant :

Des planteurs de tabac du Kentucky, ruinés par l'*American Tobacco Trust*, ont envahi Russellville l'autre jour au nombre d'une centaine; ils allaient à cheval et ils étaient armés. Leur premier soin fut de capturer le chef de la police et les agents, puis de se rendre maîtres du téléphone et des autres moyens de communication. Grâce à cette double précaution — à cette véritable main-mise sur le pouvoir... local, — ils ont pu, sans être inquiétés, incendier ou faire sauter à la dynamite deux manufactures et plusieurs maisons d'habitation appartenant au trust.

Le cas échéant, nous n'hésiterons nullement à répéter sur une plus vaste échelle la première partie de leur expédition. Seulement, à l'encontre de ces bourgeois anarchisants — qui se figurent peut-être faire œuvre révolutionnaire en se comportant comme des vandales — ce ne sera pas pour détruire ni les palais dorés, ni les établissements industriels avec leur merveilleux outillage mécanique: ce sera pour nous en emparer au profit de la société tout entière, pour en faire la propriété de tous.

La Guerre Economique.

On sait que l'« immigration japonaise » est la cause d'un conflit latent entre les gouvernements de Tokio et de Washington. Il faut vivre en régime capitaliste, pour admettre et comprendre que le fait de s'expatrier et de chercher du travail risque d'entraîner une guerre de nation à nation.

Quand la production sera organisée socialement, quand l'antagonisme d'intérêts qui divise non-seulement les classes d'individus, mais encore les individus entre eux dans les classes, aura disparu pour faire place à la solidarité de tous les intérêts humains, il deviendra loisible à chacun de vivre où il se trouvera le mieux. Comme tous les autres conflits qui résultent du régime actuel, celui dont nous parlons ne risquera plus de se produire.

Protection ouvrière

Dans la *Revue économique internationale*, une inspectrice du travail qui compte 14 années de service et a inspecté la province avant d'inspecter Paris, expose que les 116 inspecteurs départementaux ont à surveiller 511.783 établissements, sur lesquels 201.281 n'ont pu être visités.

Les 511.783 soumis au contrôle occupent 3.726.578 ouvriers, ouvrières ou enfants.

Il y a longtemps que le sujet est connu. C'est pourtant toujours intéressant d'entendre répéter par d'autres, moins suspects que nous de partialité aux yeux des bourgeois, que la protection du travail est un leurre, 127 fonctionnaires étant chargés de protéger dix millions de salariés.

Leur Superflu.

On veut bien nous apprendre que la baronne Adolphe de Rothschild a légué par testament une somme totale de 8 millions à différentes œuvres de bienfaisance.

Nul doute qu'il ne se trouve des nigards et des roublards pour s'extasier sur ces largesses... et pour conclure à l'injustice de nos critiques contre la classe capitaliste.

Nous sommes bien obligés cependant de constater que la somme annoncée représente 1.600.000 journées de salaires calculées au taux moyen de 5 francs — et nous voudrions qu'on nous explique quel travail productif ont pu accomplir tous les Rothschild et sous-Rothschild de France et d'ailleurs, pour amasser des fortunes sur lesquelles ils peuvent sans trop se gêner prélever un pareil denier à seule fin de faire l'aumône !

Les Principes.

Des camarades nous informent que la « réduction des périodes d'instruction militaire de 28 et 13 jours » fut un des plats de résistance de la dernière campagne électorale du Maujan qui s'honore aujourd'hui d'être le deuxième fil de France.

Ils ajoutent que, lors du vote à la Chambre sur cette question, le même Maujan « s'est abstenu ».

La chose paraît surprenante aux bons diables d'électeurs qui l'ont envoyé siéger la-bas. Ce qui nous surprend, nous autres, c'est qu'il n'ait pas voté « contre » — comme doit le faire tout politicien qui promet plus de réformes que trente-six associations culturelles n'en pourraient bénir.

Visite fraternelle

Mardi soir, étant de passage à Paris, la citoyenne De Warwick — dont les journaux du Parti ont annoncé l'adhésion à la section anglaise de l'Internationale ouvrière — a sollicité et obtenu l'autorisation d'assister à la séance de la Commission administrative permanente du Conseil national. Elle s'est assez longuement entretenue avec la citoyenne A. Roussel, secrétaire du Parti pour l'extérieur.

La veille, elle avait aimablement rendu visite à la Rédaction du « Socialisme ».

Paul GRADOS.

La dernière de Griffuelhes

On annonçait l'apparition d'un nouveau journal, *L'Action directe*, dirigé, paraît-il, contre ce que Griffuelhes appelle « la fraction guesdiste du Parti socialiste ».

Nous ne pouvions que nous féliciter de cette publication, dans laquelle on nous opposera, sans doute, autre chose que de vulgaires attaques personnelles ou de grossiers mensonges.

Mais le citoyen Griffuelhes n'a pas eu la patience d'attendre la très prochaine venue de *L'Action directe* et, s'emparant de la *Voix du Peuple*, organe officiel de la C. G. T., il a lancé, la semaine dernière, contre nos amis un bilieux anathème.

Il déclare gravement — comme si on devait le croire! — que nous poursuivons une « campagne souterraine et publique (*sic*) pour affaiblir l'organisation syndicale », et que c'est dans ce but que nous voulons l'établissement de bons rapports entre la C. G. T. et le Parti. « La fraction du Parti, ajoute-t-il, veut se rendre maîtresse des syndicats pour en faire des instruments de propagande électorale et autres ». La preuve? l'interdiction faite aux syndicats par le récent Congrès régional de la Fédération du Bâtiment (Nord et Pas-de-Calais) « de s'adresser pour leurs besoins (*sic*) aux radicaux ». L'idée que des syndiqués ne quémanderont plus ni interventions, ni faveurs, ni subventions aux bons radicaux paraît désoler l'ultra-syndicaliste Griffuelhes qui voit dans cette « manœuvre » la main perfide des « guesdistes ». Autre preuve? La constitution d'une fédération des syndicats ouvriers de l'Isère qui serait due, d'après Griffuelhes, à l'initiative des « guesdistes ».

Cela devient — on en juge — la monomanie de la persécution « guesdiste ».

Nous laisserons aux camarades visés par le polémiste de la *Voix du Peuple* le soin de lui répondre, s'ils le jugent à propos. Ici, au *Socialisme*, nous voulons ignorer les individus et les injures pour ne connaître que les idées. Nous ne discuterons donc pas ce qui n'est pas à discuter. Nous exprimerons seulement notre étonnement que l'organe officiel de la C. G. T., appartenant, comme tel, à tous les membres de cette organisation (sans distinction politique, dit son programme), insère, contre une partie de ses membres, des articles aussi regrettables que celui dont nous nous occupons. Nous regretterons encore davantage que cet article ait été signé par le Secrétaire de la C. G. T., qui paraît oublier, très fâcheusement pour lui, sa qualité de fonctionnaire de ladite organisation.



Elément DE L'ORDRE NOUVEAU

Le Socialisme, c'est l'Ordre se substituant au désordre capitaliste. Dans ce sens, le Parti socialiste se présente comme le véritable Parti de l'Ordre.

Tout ce qui, de nos jours, tend à organiser, à régulariser les êtres et les choses, même lorsque cette organisation et cette régularisation servent provisoirement le régime bourgeois, prépare les voies du socialisme.

L'instauration des gigantesques entreprises sur les ruines de la petite et de la moyenne industrie; l'admirable fonctionnement des vastes bazars commerciaux; le *trust*, enfin, couronnement du processus capitaliste, sont les éléments révolutionnaires d'un Ordre nouveau.

Pareillement, le Syndicat agglomérant les masses ouvrières, dût-il avoir provisoirement l'apparence d'un organisme de conservation sociale, est un élément puissant de transformation.

Si, pour devenir une Force réelle, il doit aspirer les unités les plus médiocres et les plus disparates; s'il lui faut aller jusqu'au neutralisme qui concentrera dans son sein les timorés et les rétrogrades de la corporation; s'il est condamné, pour maintenir la cohésion du nombre, à donner à ses troupes des institutions préventives du chômage, de la maladie et de la misère aiguë, même un orphelinat et une caisse de retraites, toutes formes de la mutualité bourgeoise; s'il devient, en résumé, le Syndicat à bases multiples, à hautes cotisations — il reste, malgré tout, un facteur révolutionnaire essentiel. L'esprit corporatif, porté au plus haut degré par ces divers moyens d'empirisme bourgeois, accomplit sa tâche qui est de coordonner l'action des travailleurs et de l'accoutumer aux mouvements d'ensemble.

A l'appel corporatif, le salarié a répondu. Il est venu pour obtenir des conditions meilleures d'hygiène dans son atelier, un salaire plus élevé pour un labeur moins long; il a imposé à l'employeur le respect de la personnalité ouvrière; il a

reçu de la corporation le secours de solidarité; il a trouvé l'espoir que les siens seront adoptés par la famille syndicale, s'il est fauché par le surtravail, et que, s'il devient vieux, la honte de l'aumône lui sera épargnée... Rien, de tout cela, n'a fait naître en lui la conscience de classe et l'employeur tire même profit de la discipline que le syndicat a, ainsi, établie dans les rapports du travail et du capital. Qu'importe! cet ordre n'est et ne peut être que provisoire et préparatoire. Le fait immédiat est acquis: l'ouvrier n'est plus isolé. Il est incorporé. Le baptême du feu que va essayer le corporatif va faire de lui un soldat, en découvrant l'ennemi.

L'hygiène améliorée de l'atelier, le salaire augmenté, le labeur diminué auront développé favorablement la vigueur physique et morale de l'unité ouvrière et permis à celle-ci de se rendre compte des profits que l'Employeur retire de son mieux-être: intensification de la production, hausse des cours des moyens d'existence, réduction des frais généraux de l'entreprise par la réduction de l'emploi des forces humaines du travail.

Sous la poussée de l'évolution capitaliste, les institutions de prévoyance ouvrière craqueront. A la concentration des travailleurs s'opposera la concentration des patrons. La lutte sera régularisée et perfectionnée, mais ce sera encore la lutte. Suprême enjeu d'une bataille sans issue, la grève sera déclarée. Alors, l'Etat interviendra: brutal ou conciliateur, il sera l'auxiliaire redoutable du Patronat. Et le syndiqué neutraliste appréciera la neutralité du gouvernement, dépêchant contre lui police, armée, magistrature et autres ambassadeurs de la classe au pouvoir. Et le syndiqué mutualiste se réfugiera derrière la fortification en carton de sa mutualité, que l'artillerie capitaliste réduira à l'impuissance...

Mais, de même qu'hier, il comprit qu'ouvrier isolé, il devait s'unir aux autres ouvriers; que sa corporation devait se concerter avec les autres corporations, le syndiqué comprendra aujourd'hui qu'au-dessus de l'Employeur et des Employeurs, il y a la classe qui emploie parce qu'elle gouverne. Le syndiqué deviendra socialiste. Il apportera au Parti son accoutumance de la discipline volontaire et de l'action concertée, et il sera un bon soldat de l'Ordre nouveau parce qu'il aura passé par l'étape de l'organisation corporative.

P.-M. ANDRÉ

Avis Important

Relatif aux Renouvellements d'Abonnements

Les abonnés du « Socialisme » sont instamment priés d'adresser directement à l'Administrateur-Délégué le montant — en mandats, bons ou timbres — de la prolongation de leur abonnement, afin d'éviter ainsi les frais de recouvrement par la poste.

En faisant cet envoi, ils devront avoir soin d'indiquer qu'il s'agit d'un renouvellement d'abonnement.



L'Action Syndicale sur le réseau de l'Est

La grève de 1891, mal préparée, avait eu, surtout sur ce réseau, de fâcheux résultats. En 1902, il n'y avait plus sur l'Est que 152 syndiqués et la Compagnie en profitait. Grâce à la ténacité, à la prudence et au long effort de propagande de quelques militants, le personnel se réorganisa et, en janvier 1906, 1.200 syndiqués étaient représentés au Congrès de Châlons-sur-Marne qui créa un Comité de réseau afin d'étendre la propagande. Depuis cette date, le nombre des cheminots payant régulièrement leurs cotisations n'a cessé de s'élever rapidement. Il était de 12.005 le 15 octobre 1907, répartis dans 49 groupes; il est à l'heure actuelle de 17.000. Les camarades de l'Est ont pour tactique de multiplier le nombre des groupes afin de permettre une perception plus aisée des cotisations et une plus grande facilité pour les syndiqués de se réunir en assemblées générales. Ils préfèrent l'action lente mais sûre de la masse, à l'action vive d'une minorité impuissante.

Par la propagande intensifiée — 114 conférences en 21 mois — par l'esprit méthodique d'organisation qu'ils possèdent, les syndiqués de l'Est ont contraint la Compagnie à diminuer l'exploitation qu'ils subissaient. L'Article 17 de la loi sur le Repos Hebdomadaire exonérait les compagnies de chemins de fer des charges de cette loi, mais grâce à l'action syndicale, le repos hebdomadaire sera appliqué complètement à partir du 1^{er} avril prochain. Les agents des gares, qui n'avaient pour tout repos annuel, que 18 jours, dont 12 en demi-journées, auront le repos d'un jour complet par semaine. Les ouvriers des ateliers, qui bénéficiaient déjà de ce repos, ne font plus que 9 heures 1/2 de travail effectif au lieu de 10 heures, et cela sans diminution de salaires. Les congés ont été augmentés pour certaines catégories d'agents. Les salaires ont été relevés légèrement dans tous les services. Les agents des dépôts sont commissionnés au mois et le R. H. leur est appliqué; *ils ne font plus que 10 heures de travail au lieu de 12 heures*. Les agents de la voie sont commissionnés au mois et ont obtenu six jours de congé annuel en plus du R. H. qui leur est accordé. Enfin de nombreuses allocations aux familles et indemnités d'accouchement sont consenties au personnel.

A Epernay, où le Groupe syndical est fort et actif, de sérieuses améliorations ont été apportées à l'hygiène des ateliers et de meilleures conditions de travail obtenues pour tous les agents.

Enfin, au-dessus de toutes ces améliorations et réformes, qui ont fortement cimenté l'organisation syndicale sur l'Est, il faut signaler un événement plus important: la reconnaissance officielle du Syndicat par la Compagnie.

Alors qu'autrefois, cette Compagnie — comme les autres — refusait de recevoir des réclamations collectives de la part de son personnel; aujourd'hui que le Syndicat est parvenu à réunir la plus grande partie de ce personnel, elle accorde audience aux délégations syndicales, les reçoit bien et discute sérieusement avec elles les revendications qu'elles apportent.

De tels résultats prouvent, une fois de plus, que la meilleure action directe est encore la bonne organisation, par laquelle sont facilités et le recrutement et l'éducation de la masse des travailleurs.

J.-P. GRANVALLET.

Mouvement International

Les Deux Procès

Le gouvernement du tsar Attila II vient — que l'on nous passe l'expression — de *juger* ou de faire *juger* par ses laquais de tribunaux, ses ennemis implacables, les social-démocrates, et les "cadets", ses adversaires — jusqu'à nouvel ordre. Quelle différence de traitement!

En attendant l'exécution quasi-judiciaire, on a jeté les socialistes dans les cachots les plus mortels. Par contre, on a laissé en liberté les démocrates signataires du Manifeste de Wiborg. On a jugé à huis-clos, et sans avocats, les premiers; on a accordé la publicité complète des débats aux seconds. Enfin, on a infligé aux socialistes les peines les plus dures et les plus inhumaines, tandis qu'on a condamné à trois mois de prison — pour un *crime de haute trahison!* — les 167 signataires du manifeste démocrate.

En Russie, trois mois de prison, c'est le martyre à bon marché, c'est le tarif *démocratique*. Et pendant que nos amis, les *menottes aux mains*, se dirigent vers les mornes plaines de la Sibérie, les Cadets, fiers et souriants, sont acclamés par le tout Pétersbourg libéral, qui jette des fleurs sur leur passage...

D'où vient cette différence? La "démocratie" russe n'a pas attendu de victoire pour renier la révolution et lui déclarer une guerre à mort. Elle la combat en plein tsarisme avec un tact exquis. Pierre Struve, son théoricien, un bernsteinien avant la lettre, voit en elle, en elle seule, tout le mal dont souffre la Russie. Cet ex-marxiste est l'enfant terrible — terriblement compromettant — des *Cadets*. Paul Milionkoff, son éminent chef, traite d'ânes (*sic*), ses "adversaires de gauche".

Si le tsarisme ne fournissait pas l'échantillon le plus accompli du crétinisme réactionnaire, un mélange incroyable de sottise et de gredinerie au service des intérêts rétrogrades, il aurait ouvert ses bras aux Cadets qui ne demandaient qu'à s'y jeter — à part quelques-uns d'entre eux, éléments plutôt égarés dans le camp cadet. Mais, malgré tout, son instinct de conservation lui suggère une double attitude: l'une, vis-à-vis de ses adversaires sérieux — les socialistes — l'autre, vis-à-vis des Cadets, ses adversaires peu sérieux.

Le manifeste de Wiborg exhortait le peuple russe à refuser l'impôt — impôt d'argent et celui du sang — en réponse à la dissolution de la première Douma. C'était un beau geste, d'ailleurs tout platonique, que la majorité des signataires a fait comme à regret. Nulle tentative sérieuse de leur part ne fut faite pour mettre à exécution le refus de l'impôt. Et sur les 167 signataires, à peine une douzaine furent-ils convaincus d'avoir propagé l'idée du manifeste. C'était cependant l'époque où les socialistes soulevaient Swéaborg, Kronstadt et Sébastopol!

Les Cadets ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer, pour fortifier leur popularité, du procès inepte à tous points de vue — même au point de vue gouvernemental — qui leur était intenté. Aussi leur attitude pendant les débats n'a-t-elle pas manqué d'allure. Ils risquaient si peu! Et encore — pour être juste — faut-il ajouter que leurs discours étaient au-dessous de médiocre. M. Mouromtscheff, le président de la première Douma, traduit en justice avec tout le Bureau de l'Assemblée dissoute, a cru devoir profiter de l'occasion pour rappeler au Pays que cette première Douma avait mis le tsar — Nicolas le Sanguinaire! — hors de cause et que le Manifeste de Wiborg avait pour but de faire dévier le mouvement révolutionnaire! Seul, notre camarade social-démocrate Ramischwili a trouvé en toutes occasions, au cours de ce procès, le mot de la situation. Aussi, a-t-il été interrompu *seize fois*, recevant chaque fois *par avance* des mois de prison.

Nous ne sommes pas des optimistes. Une révolution en Russie, c'est-à-dire sur un espace qui occupe un sixième du globe et comprend une population de 140 millions d'êtres dont la grande majorité est composée de paysans illettrés, mi-européenne, mi-asiatique, est une masse sur laquelle toute action est terriblement difficile et compliquée. Cette révolution dépassera tout ce

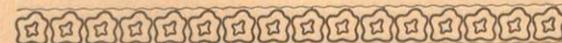
que l'Histoire connaît. Nous sommes donc, avec notre ami G. Plékhanoff, contre l'isolement du Proletariat russe. La Russie accomplit en ce moment son 1789 *mutatis mutandis*, dans un autre milieu et à une autre époque. Mais pour combattre côte-à-côte avec la bourgeoisie révolutionnaire, faut-il encore que celle-ci soit révolutionnaire et qu'elle consente à se battre. Or, la bourgeoisie russe — dont les cadets sont les éléments les plus avancés — *ne veut pas se battre*. Elle ne demande qu'à *négocier*, avec n'importe qui et à n'importe quelles conditions. On l'a vu à la troisième Douma où, après avoir été rejetée dédaigneusement par les octobristes, elle n'ose pas remplir même son rôle d'opposition parlementaire et demande grâce et indulgence pour cette Douma de coup d'Etat.

Dans ces conditions, les socialistes et les révolutionnaires russes n'ont qu'à passer à l'ordre du jour — à la préparation méthodique de la révolution.

Le prolétariat russe — avant-garde éprouvée de la révolution — l'a compris. Il a risqué son pain et sa liberté pour protester contre le procès intenté aux social-démocrates et répondu comme il convenait (1) à cette comédie judiciaire d'Attila le Deuxième.

Au contraire, la rhétorique « démocratique » des cadets n'a pas su l'émouvoir. Il n'a pas bougé — et il a bien fait!

Ch. RAPPOPORT



Le Syndicalisme hors de France

Le Réveil, organe officiel de la Fédération des ouvriers mécaniciens de France (numéro de Janvier 1908) publie une étude dont nous croyons devoir donner de larges extraits, en raison du haut intérêt que présente le jugement porté par l'une des plus sérieuses fédérations françaises sur le mouvement syndical à l'étranger:

Les délégués à notre dernier Congrès ont été vivement frappés par les chiffres cités par les représentants que les diverses organisations des pays d'Europe y avaient envoyés.

Ce qu'ils disaient, aussi bien au point de vue du nombre des membres que des institutions de prévoyance et surtout de l'amélioration du sort de nos camarades professionnels de la plupart de ces pays, dépassait de beaucoup tout ce que nous avons l'habitude d'entendre dans nos réunions, de lire dans les comptes rendus des plus fortes organisations de France.

En France, nous luttons pour l'obtention du repos hebdomadaire; là-bas, le travail des jours de fête et des dimanches est majoré de 100 0/0. En France, une loi défend de faire travailler l'adulte plus de 12 heures par jour et nos camarades en font 13, 14, 15 et même davantage; de l'autre côté des frontières, le travail supplémentaire au-dessus de 10 heures, et même de 9 heures, en bien des endroits est généralement rétribué 25 0/0 en plus pour les 2 premières heures et 50 0/0 pour les suivantes, même pour le travail aux pièces. En France, le patron jettera à la rue le secrétaire du syndicat ou même le simple syndiqué, simplement parce qu'il est syndiqué; là-bas, dans le Nord, celui qui cherche de l'embauche présente son livret de syndiqué pour prouver qu'il est ouvrier, et ce livret lui assure un minimum de salaire. En France, dans une grève, le syndicat doit rester dans la coulisse et son représentant est très exceptionnellement admis à assister les grévistes dans leurs pourparlers avec les patrons; dans d'autres pays, ce sont les organisations centrales d'ouvriers et de patrons qui discutent pour solutionner le conflit sur quelque point du territoire que celui-ci ait éclaté. En France, lorsqu'une crise industrielle se déclare, on se tourne vers le gouvernement — ce gouvernement, qu'en des temps ordinaires on traite d'ennemi — pour im-

(1) Voir l'article de Martoff paru dans le « Socialisme », n° 7, du 29 décembre dernier.

plorer des secours ; là, dans ces pays que du haut de notre supériorité nous traitons d'inférieurs, les caisses syndicales sont là pour aider les camarades frappés de chômage à subir cette épreuve et à leur permettre de ne pas aller offrir leurs bras au rabais.

Nos camarades ne sont pas parvenus au point où ils sont en se croisant les bras. Les résultats acquis ne l'ont pas été sans heurts, sans luttes opiniâtres ; il a fallu une ténacité, une persévérance à toute épreuve. Nous verrons par quels moyens on a pu attirer dans les organisations ouvrières la masse indifférente ; car pour obtenir un résultat durable, si minime soit-il, il faut que ce soit l'organisation, c'est-à-dire la collectivité qui l'obtienne ; il faut encore et surtout de l'organisation pour conserver intactes les améliorations obtenues. Pour faire de telles organisations, il faut des membres ; ces membres, il faut les chercher, il faut les trouver ; il faut encore les aguerrir, les discipliner et leur donner les moyens de résister sans défaillance aux attaques patronales ; car le patronat, lui, s'organise beaucoup plus rapidement que les ouvriers et il ne reste pas toujours sur la défensive ; de son côté, il riposte à la grève, même partielle, même insignifiante, par le lock-out de toute une profession, de toute une industrie, comme en Suède, par exemple, où le patronat n'a pas hésité à jeter 17.000 ouvriers sur le pavé pour répondre à une grève de 7 hommes.

Nous verrons aussi que les principaux moyens qui ont fait réussir nos camarades de l'étranger sont réprochés par le syndicalisme orthodoxe en France. On a cherché à les déconsidérer par les désignations : Réforme, Mutualité.

Beaucoup, de bonne foi, se laissent influencer par ces querelles de mots ; car, même en France, les plus farouches révolutionnaires n'oseraient dire au camarade malheureux, momentanément sans travail : Tu as faim ! Prends du pain chez le boulanger, la viande chez le boucher, c'est à toi. Ces choses là peuvent se dire par la fougue de la parole, dans l'exaspération d'une lutte en s'adressant à la masse, mais aucun n'oserait le dire à un affamé isolé, il lui payera plutôt à déjeuner, et alors il fait tout simplement la charité, tandis que la mutualité, elle, accorde un droit. C'est ce droit à la vie que consacrent les caisses de chômage et leur action s'appelle la solidarité.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

DANS LA FÉDÉRATION DE L'AUBE.

A la dernière réunion de la Fédération de l'Aube notre ami et collaborateur Corgeron, secrétaire fédéral a déclaré que, devant quitter prochainement Troyes, il se voyait obligé de remettre sa démission.

Le Conseil Fédéral a aussitôt voté par acclamation la motion suivante déposée par Osmin.

« Le Conseil Fédéral,

Après avoir enregistré avec regret la démission du camarade Corgeron comme secrétaire de la Fédération de l'Aube,

Remercie le camarade Corgeron du dévouement qu'il a apporté dans son œuvre de militant,

Et lui renouvelle l'expression de toute sa sympathie ».

Le vaillant militant qui a accompli dans l'Aube un courageux travail d'organisation, ne laisse que des sympathies.

C'est notre camarade Clévy, qui le remplace au secrétariat fédéral.

AVEU DE CONSERVATEURS.

M. Edouard Drumont, dans la *Libre Parole*, donne, d'après M. Ch. Benoist, la statistique suivante qui représente le salaire et les dépenses d'une ouvrière à Paris.

Cinq mois de chômage (150 jours), plus 60 jours de fête et dimanches, en tout 210 jours chômés, il reste 155 jours de travail. Gain de l'année : 465 francs.

Dépense : 1 fr. 40 de nourriture par jour.

(Deux œufs, pot-au-feu, pain, vin).

Pour l'année :

Nourriture	Fr. 511
Loyer	120
Vêtements, robes, chapeaux	55
Linge	33
Chaussures (trois paires)	30
Eclairage, chauffage	25
Blanchissage	48
Petits frais, gants, etc	40
Total	Fr. 862

Ce budget est en déficit de 397 francs.

Et nous avons pris comme type une ouvrière à salaire moyen. Il y a à Paris de malheureuses créatures qui gagnent 90 centimes, et même 75 et 60 centimes par jour !

C'est là une de ces vérités dont Lassalle (encore un juif !) dirait qu'elles sont toujours révolutionnaires. Par comparaison, elle apprendra, sans doute, aux riches catholiques qui constituent la meilleure clientèle de la *Libre Parole*, à mieux apprécier le sort qui leur est fait dans la République radicale. Admirez une fois de plus cette société où les belles dames du beau monde qui vivent dans l'oisiveté ont des hôtels, des châteaux des attelages, de la soie, du satin et des diamants et où, en échange d'un labeur presque toujours épuisant, la foule innombrable des misérables ouvrières ne trouve comme suprême ressource contre la faim que le trottoir.

Mais dites-nous donc, ô Drumont, votre Eglise et son Dieu qui pendant deux mille ans ont régné en maîtres souverains sur le monde, n'avaient donc pas prévu la société capitaliste ?

Où alors que font-ils ?

PAUVRES CAPITALISTES.

On a calculé que certains produits rapportaient à leurs fabricants plus de mille pour cent. C'est déjà un beau chiffre, mais il y a mieux. Sait-on combien revient une bouteille de Soda-water qu'on débite 0 fr. 25 ? Exactement un dixième de centime soit un bénéfice de 25.000 pour cent.

Malheureux fabricants de soda-water, quel économiste distingué exaltera leur misère ?

DU MÊME AVIS QUE LE « TEMPS ».

Le grand journal capitaliste se lamente sur ce qu'il appelle la crise de l'apprentissage. La valeur professionnelle de l'ouvrier français est en décroissance, cela tient au manque d'éducation professionnelle.

Le *Temps* découvre trois causes prépondérantes à cette situation :

1° La volonté des parents qui veulent que dès la sortie de l'école l'enfant rapporte assez d'argent pour contribuer aux charges de la famille.

2° Le développement du machinisme.

3° La division du travail.

C'est parfait et nous ne trouvons rien à y redire mais à qui la faute sinon à l'organisation sociale elle-même. Autrefois le salaire du père de famille suffisait à nourrir la femme et les enfants.

Aujourd'hui pour que la famille puisse vivre, il y faut le travail du père de la mère et des enfants. Il y a, de l'aveu même du *Temps*, 602.000 enfants employés dans le commerce et l'industrie. Le machinisme et la division du travail qui n'en est d'ailleurs que la conséquence enlèvent à l'ouvrier toute possibilité de devenir un technicien complet. A quoi bon d'ailleurs, puisque savoir conduire une machine suffit pour pouvoir être employé aujourd'hui au tissage, demain à la cordonnerie, etc. etc. Mais encore à qui la faute si l'ouvrier ne prend pas le temps de s'attarder à étudier la science de son métier. Il n'a et il ne peut avoir qu'un souci : gagner son pain et celui des siens. Le jour où dans une organisation sociale rationnelle la production vaudra par elle seule et non par les bénéfices qu'on en retire, la société aura intérêt à avoir des producteurs capables et elle pourra mettre les ressources nécessaires à la disposition de ceux qui feront leur éducation professionnelle.

CONTRE LE SABOTAGE

On sait quelle crise sévit en ce moment sur les ouvriers de l'automobilisme. Cette crise n'est pas seulement le résultat de la surproduction de ces dernières années, elle est encore voulue par le patronat, qui se propose, en affamant les ouvriers, à un moment où le stock en magasins suffit à l'écoulement journalier, d'arriver à une réduction considérable des salaires.

Le camarade Turpin, secrétaire du Syndicat de la Voiture, interviewé à ce sujet s'est exprimé en ces termes : « Contre ces manœuvres, nous protestons. Notre intention est de réagir, d'autant plus qu'accepter ces conditions c'est courir à la ruine de notre industrie. En effet, la clientèle pourrait bien s'en aller, non pas pour les raisons données par les patrons, mais pour une cause que l'ouvrier doit éviter à tout prix, c'est de faire autre chose qu'une voiture automobile, ce qui arriverait, si l'ouvrier, pour arriver à apporter chez lui le nécessaire à l'alimentation des siens, consentait à surproduire au détriment de la qualité du travail. Ce qui écoule le plus l'automobiliste ce sont les panes ; celles-ci se produisent par un échauffement qui ne pourrait avoir lieu si le mécanisme était bien fait. »

Ainsi donc, ce sabotage auquel les ouvriers se trouveraient acculés par la manœuvre patronale aurait pour résultat, d'après le citoyen Turpin, d'amener la ruine de l'industrie automobile en France et, par suite, les ouvriers de cette industrie se trouveraient être les victimes les plus éprouvées de cet état de choses. Turpin s'en indigné et c'est avec raison qu'il porte devant l'opinion publique une situation qui conduirait avant peu à la *déchéance technique* de toute une corporation ouvrière. Mais il condamne du même coup et avec force ceux qui voudraient faire du sabotage, érigé à la hauteur d'un principe, une méthode d'action du prolétariat ouvrier.

ÇAIR A FUMIER

On sait que les armateurs morutiers réalisent à chaque campagne de beaux bénéfices. Un rédacteur du *Matin* est allé voir les conditions d'existence des malheureux matelots, qui, chaque année, s'en vont à Terre-Neuve chercher, au péril de leur vie, la morue et les rentes de leurs exploités. Voici ce qu'il a vu :

— Figurez-vous, à l'avant de la goélette, une pièce, un réduit, un trou, de quatre mètres sur quatre et deux de haut ; c'est là le dortoir et c'est là la cuisine de vingt-cinq hommes ; c'est là leur salle à manger et c'est là leur cabinet d'aisance, quand l'un d'entre eux est malade ou blessé ! Quatre fois quatre : seize ; deux fois seize : trente-deux mètres cubes d'air pour vingt-cinq hommes ! Et quel air ! vous allez le comprendre.

— Mon Dieu ! j'ai déjà une idée...

— Attendez. Ces hommes, sur le pont, à mesure que leur ligne ramène une morue, d'un coup de coutelas ils l'ouvrent. Sang et boyaux, tout coule sur le pont et bientôt c'est un hourbier sanguinolent, que malaxent les lourdes bottes de mer, si bien que, le soir venu, elles sont enduites de cet affreux magma de sang et d'entrailles broyées ensemble. Ont-ils au moins un espace à part où se dévêtir de leurs « cirés » et laisser leur bottes souillées de sang coagulé ? Non. Tout cela va venir sécher autour du poêle sur lequel cuit la soupe. Et pendant les six mois que dure la campagne de pêche — des premiers jours de mars jusqu'à la fin d'août — pendant ces six mois, l'ignoble enduit se fait tous les jours plus épais au plancher et aux parois de ce trou à fumier.

Toutes ces choses et beaucoup d'autres pires n'empêcheront pas les économistes philosophes d'écrire avec sérénité que le régime capitaliste est celui qui favorise le plus le développement intellectuel et moral des individus.

Que saint Labre nous garde d'en douter !

A L'EXTÉRIEUR

LA PRODUCTION DU PÉTROLE

Aucune matière première n'a augmenté, comme production, autant que le pétrole depuis vingt

ans. En 1887, la production était de 6 millions de tonnes. En 1897, de 15 millions, elle atteint 28 millions de tonnes en 1907. Nombre de capitalistes y ont amassé des fortunes colossales, mais on n'a pas entendu dire que les ouvriers des pétrolières étaient devenus millionnaires.

L'AUTRE DANGER

Nous lisons dans la *Voix du Peuple* :

« Aux Etats-Unis fonctionne une Société bourgeoise, la *Civic Federation*, qui poursuit la conciliation des classes. Cette organisation de jaurisme fait les yeux doux aux leaders de l'*American Federation of Labor* qui ne se manifeste guère, d'ailleurs, par ses tendances révolutionnaires.

« Or, ces jours derniers, la *Civic Federation* donnait un grand banquet à New-York. Un millier de personnes y assistaient. Mais ce qui a caractérisé ce banquet c'est qu'à côté des milliardaires trônaient certains chefs ouvriers, tels que Samuel Gompers, président de l'*American Federation of Labor*, et son vice-président John Mitchell. L'un des deux était placé en face de M^{lle} Pierpont Morgan et l'autre en face de M^{me} Havieman.

« Rappelons que Pierpont Morgan est le trustee de l'Océan et que Havieman est le « roi » des chemins de fer.

« John Mitchell a fait un discours dans lequel il a proclamé identiques les intérêts des trusts et les intérêts ouvriers. Puis, en sourdine, il a ajouté qu'il compte abandonner prochainement la direction de la fédération des mineurs (*United Miners workers of America...* qui n'a rien de commun avec les mineurs de l'Ouest.)

« Les mauvaises langues disent, en effet, que John Mitchell sera bientôt « appelé à un haut poste officiel »... Celui de *ministre du travail*.

« Et voilà qui éclaire son discours ! On comprend, dès lors, comment il se fait que les intérêts des trusts et ceux de la classe ouvrière deviennent identiques.

« Si ces suppositions se réalisent, le John Mitchell ne fera qu'un de plus à ajouter à la série des renégats ; du John Burns d'Angleterre, de nos Millerand, Viviani, Briand, etc. »

Et nous n'ajouterons qu'un mot, c'est qu'une fois de plus se trouve confirmée l'opinion de notre éminent ami Vandervelde, à savoir que toute organisation syndicale qui prétend se tenir hors du mouvement socialiste est amenée nécessairement à sombrer dans l'anarchisme si elle est faible ou dans le conservatisme si elle est forte.

CONCENTRATION CAPITALISTE

Selon M. Sereno Pratt, qui a recueilli ces chiffres en 1903, un douzième de la richesse totale des Etats-Unis est représentée au Conseil des directeurs du trust de l'acier. Ces messieurs dirigent la moitié des chemins de fer, possèdent le principal réseau télégraphique, sont les directeurs des cinq plus grandes compagnies d'assurances, et sont propriétaires d'un grand nombre de mines, carrières, etc. Ils dirigent des trusts dont le capital total dépasse nominalement plus de neuf milliards de dollars, c'est-à-dire une somme égale aux dettes publiques additionnées de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis. Ces administrateurs du trust de l'acier sont au nombre de 24. Ils ont à leur tête M. Pierpont Morgan. Lui et M. Rockefeller sont les deux puissances actuelles. La concentration est la même pour les chemins de fer. Le 30 juin 1904, les douze cent vingt compagnies ne comptaient que 327.851 actionnaires, sur 80 millions de citoyens américains.

D'autre part, d'après M. Hunter, l'auteur de *La Pauvreté* — le meilleur traité sur les conditions de la vie aux Etats-Unis — 14 0/0 des américains dans les années prospères, comme en 1903, et 20 0/0 dans les années mauvaises, comme en 1907, sont dans la misère complète et vont à la fosse commune. A côté de cela, il y a aux Etats-Unis 7.000 millionnaires ayant chacun plus d'un million de dollars (cinq millions de francs).

LES CHAPELIERS

Depuis octobre, les chapeliers anglais, au nombre de 3.000 soutiennent, par la grève, une longue lutte contre le patronat, qui exige un apprentissage de 5 ans, avec salaires réduits des

trois-quarts. L'apprentissage terminé, l'ouvrier est généralement renvoyé, ce qui accroît le nombre des chômeurs et détermine une baisse générale des salaires.

En Italie, les contrats passés en 1902 avec leurs employeurs par les ouvriers chapeliers viennent à expiration. Ces travailleurs sont décidés à exiger de nouveaux contrats comportant : 1° une augmentation et un règlement des salaires ; 2° la journée de neuf heures ; 3° l'embauchage exclusif des syndiqués.

La Fédération de la Chapellerie espère obtenir satisfaction.



La Presse socialiste

Analysant la situation actuelle, R. Valdemar écrit dans le *Travailleur de l'Aube* :

Si l'on dit en passant, que Bakoukine préconisa les « émeutes » parce qu'il sentait lui-même la tactique des trades-unions — vers laquelle sa négation de toute action politique l'avait poussé — peu révolutionnaire — on aura le point de départ de « l'action directe » actuelle.

Qu'on prenne nos anarchisants — je maintiens le mot — individuellement. On a la même sensation de vivre 20 années en arrière. « Le besoin intellectuel » ressenti par celui-ci, n'est-il pas la synthèse du « De sorte que, forcés de répondre à tout, l'idée d'anarchie a dû s'attaquer à tous les préjugés sociaux, se pénétrer à fond de toutes les connaissances humaines... » sorti de la plume de J. Grave.

L'indiscipline socialiste de celui-là, affirmant son dédain de l'autorité, même librement admise ne procède-t-elle pas de toute la série anarchiste du « frère » Proudhon au poète Tailhade.

Et le jeu pourrait continuer à l'infini. A quoi bon ? L'Internationale, dont nous sommes, a eu à son début, des critiques, les mêmes exactement qu'on nous sert aujourd'hui. Malgré cela elle a pris pour base de son organisation la lutte du prolétariat sur le triple terrain politique, corporatif et coopératif. C'est dire que les idées anarchistes d'alors ont été jugées à leur juste valeur et écartées.

La majorité de la section française a reçu à Stuttgart l'indication formelle que l'Internationale n'entendait plus rouvrir en ses assises un débat liquidé dès la première heure. Permettrons-nous, Fédérations et groupes, que sous une forme détournée, notre section nationale se fasse l'introduitrice du sujet du débat ?

La formule d'action est d'une simplicité extrême. La classe ouvrière est une ; coordonnons son action révolutionnaire sur tous les terrains de lutte. Hélas ! serait-ce trop simple pour que les anarchistes volontaires ou non, veuillent le comprendre.

Pour que le Parti soit un parti sérieux, le « contribuable du budget socialiste », dit P. Faure, dans le *Travailleur de la Dordogne* :

« Ne doit pas considérer avoir fait tout son devoir lorsqu'il a payé sa contribution. Il n'en a fait qu'une partie.

« Une armée n'est pas forte si elle a seulement des munitions et des soldats sans instruction ni connaissances militaires. Il faut chez nous aussi discipline et conscience. Surtout que notre armée n'a pas uniquement pour mission de vaincre, mais qu'elle aura à profiter de la victoire.

« De là l'impérieux besoin pour nous tous d'être au courant des forces et des progrès du Socialisme international et d'étendre et de perfectionner nos connaissances du monde économique moderne.

« Nous sommes, on le sait, à une période de transformations rapides des modes de production et de propriété. Ce qui semblait stable et que, parfois, on pouvait croire durable, est tout-à-coup

bouleversé. Des régions entières, à quelques années d'intervalle, voient se désorganiser et renaître sous des formes nouvelles les conditions de leur vie économique. Nous devons savoir en tirer les conséquences naturelles et favorables pour notre propagande.

« Cela ne se peut pas sans travail et sans étude ».

Dans l'*Egalitaire*, le citoyen Goude rappelle les difficultés éprouvées par les socialistes de Brest, difficultés qui n'ont pu les impressionner, parce que l'énergie révolutionnaire ne leur fait pas défaut, mais qui n'ont pas toujours pu être vaincues par suite d'une organisation politique, syndicale et coopérative insuffisante. Et notre camarade Goude termine son article par cette conclusion énergique :

Plus que jamais affirmons donc notre foi révolutionnaire, mais, sacrédié, qu'elle se traduise par autre chose que des gestes incohérents ou des paroles en l'air.

Révolutionnaires tant que l'on voudra, mais soignons nos organisations.

Rien de plus éloquent que les chiffres quand ils sont exacts :

En voici qui confirment ce que disait dernièrement le *Peuple* de Bruxelles, sur la représentation non proportionnelle qui préside à certaine organisation ouvrière. C'est A.-J. Cleuet qui les donne dans l'*Humanité* :

Prenons un vote qui intéresse Pouget, le vote émis au Congrès corporatif d'Amiens sur le rapport de la *Voix du Peuple*. Ce vote, rappelons-le, a donné les résultats suivants : Votants, 921. Pour, 586. Contre, 311. Blancs, 24.

Si je prends 12 syndicats d'Amiens pour composer les deux tableaux ci-dessous, c'est que je suis bien placé pour garantir les chiffres que je vais donner.

Rapport de la « Voix du Peuple »

SYNDICATS AYANT VOTÉ POUR :	Adhérents
Bouchers-charcutiers d'Amiens . . .	7
Habillement et campement	7
Lithographes	46
Verriers de Martainneville	47
Confectionneurs	38
Textile	51
Total	196
	Soit 6 voix
SYNDICATS AYANT VOTÉ CONTRE :	Adhérents
Coupeurs-tailleurs d'Amiens	150
Typographes	200
Tisseurs	256
Employés	334
Teinturiers	750
Chemins de fer	1007
Total	2697
	Soit 6 voix

La différence entre ces deux totaux est beaucoup moins considérable que pour les deux tableaux qui faisaient l'objet du dernier article de Pouget.

Ils n'en démontrent pas moins nettement que, sans tomber dans des exagérations, on peut prouver que dans une circonstance déterminée 196 syndiqués ont eu les mêmes droits que 2697 autres syndiqués ressortissant d'un même groupement local.

Sous le titre : « Le Syndicalisme », le *Peuple Suisse*, organe du Parti suisse, reproduit un article paru dans le *Gutemberg*, sous la signature E. G...

« Nous avons eu la bonne fortune d'entendre, l'autre soir, à la Maison du Peuple de Lausanne, camarade Griffuelhes, secrétaire permanent de la Confédération générale du Travail de France. Griffuelhes était précédé d'une certaine réputation, parce qu'ayant été mêlé très activement à la vie ouvrière française ces dernières années.

Eh bien ! sa conférence a été une profonde déception, non seulement pour moi, mais pour la

plus grande partie de son auditoire. Bien qu'il ne l'ait voulu dire à aucun instant, sa conférence n'était qu'un exposé de la doctrine « anarchiste ».

Dans sa causerie, Griffuelhes a expliqué que le syndicalisme révolutionnaire a été créé en France, d'abord pour combattre le corporatisme naissant, avec toutes ses œuvres de solidarité, « avant que celui-ci ait pu donner la mesure de sa valeur », ensuite pour combattre l'influence de la politique dans les syndicats et déjouer les vues du gouvernement qui voulait amener à lui une partie des forces du prolétariat organisé.

La grève, le sabotage, le boycottage, l'antimilitarisme, la grève générale sont les moyens d'action du syndicalisme révolutionnaire, qui vise avant tout et surtout « à maintenir en esprit de révolte permanente » la classe ouvrière et à remplacer la société actuelle par la « violence ».

On devine d'ici le peu de sympathie des syndicalistes révolutionnaires pour l'action politique, celle des élus socialistes « surtout ». Griffuelhes, lui, « débine » les socialistes français, et en particulier Jaurès, qu'il a accusé de mouchardage à la Chambre des députés. Et Griffuelhes collabore au *Matin*.

Dans ces conditions que faut-il penser de la « neutralité politique » d'un tel mouvement ? Il est indéniable maintenant que les « syndicalistes » cachent sous cette dénomination l'action anarchiste pure et simple, et qu'ils cherchent à opposer à la politique socialiste de la classe ouvrière leur politique anarchiste. Inutile d'insister plus longuement.

Etre un « syndicaliste », c'est donc être « anarchiste ». Comme Jean Lubin, je préfère alors être un collectiviste syndiqué. E. G.

De « *Justice* » organe officiel de la *Social-Democratic Fédération*, sur la situation mondiale du Socialisme :

L'Amérique offre, à l'heure actuelle, une étude intéressante pour le socialiste et une éclatante manifestation de la vérité des prédictions et des théories de Marx.

Bien loin derrière nous dans l'organisation politique et économique du prolétariat, l'Amérique nous précède d'autant dans la voie du développement économique. Le Capitalisme y est à son apogée dans toute sa nudité et son impudeur, dans toute sa brutalité et sa bestiale laideur, sans aucune des atténuations qui ont accompagné son développement dans les autres pays.

Durant ces dernières semaines, nous avons été témoins d'une de ces grandes crises qui sont la conséquence inévitable de l'anarchie capitaliste, de la concurrence effrénée avec les monopoles, l'irrégularité de la production qui en sont la conséquence et dont le résultat se manifeste dans une pléthore de produits, une diminution de la valeur équivalente, une crise financière, cause d'une ruine immense.

Pour nous, Social-démocrates, la plus désastreuse des crises porte en elle l'espoir de l'écroulement ultérieur complet du Capitalisme où du désarroi et de la ruine du commercialisme, s'élèvera un système supérieur de société humaine.



Un Témoignage

Dans le dernier numéro de la *Neue Zeit*, F. van der Goes fait, d'un livre anglais de lady Bell (*At the works, a study of a manufacturing town*), quelques citations dont l'intérêt est surtout de venir d'un auteur qui n'est pas le moins du monde socialiste (c'est la femme d'un grand industriel), qui n'a pas de penchant pour le socialisme, qui s'est contentée de noter les faits tels qu'elle les avait sous les yeux avec les réflexions qu'il lui suggéraient.

Donnons-en quelques-unes :

Nous lisons partout des études sur les meilleurs moyens de faire prospérer telle ou telle industrie nationale. Et en même temps, nous trouvons des plaintes sur la dégénérescence de notre race. On nous dit alors que cette dégénérescence s'arrê-

terait si seulement les affaires étaient prospères. Mais justement l'expérience contredit cette assertion. Nous avons toutes raisons de nous demander si ce que nous appelons prospérité, *n'active pas beaucoup plus qu'elle n'entrave la dégénérescence*, si l'effet d'une conjoncture favorable, si l'accroissement du nombre des travailleurs qui se portent sur un point donné et s'y pressent en masse pour pouvoir vivre, n'est pas en même temps de nature à empirer la dégénérescence.... Les conditions de floraison et de prospérité d'une industrie sont aussi peu bienfaisantes et heureuses en soi, pour les hommes sur le travail duquel cette prospérité repose, que le grand voyage sur mer, recommandé à un riche pour le reposer, est en soi bienfaisant et favorable pour le chauffeur de la machine à vapeur, qui s'étend à fond de calé dans la chaleur étouffante.

C'est en somme ce qu'établissent les marxistes, en montrant les conséquences de l'accumulation du capital, augmentant à la fois la richesse et la pauvreté.

Les capitalistes ne voient que l'accroissement de la première; lady Bell, regardant d'un œil impartial, a vu aussi l'accroissement de la seconde. Elle écrit :

Nous entendons dire que, dans telle ou telle année, l'industrie du fer a progressé de tant et tant de millions de tonnes et qu'ainsi tant et tant de milliers d'individus de plus ont pu gagner leur pain. Alors nous nous réjouissons avec raison des bons sentiments de nos compatriotes... Mais tout en nous réjouissant, nous devrions nous demander aussi, combien parmi ces milliers, ont été rendus heureux en réalité par cette prospérité, combien dans la grande masse de ceux dont les mains ont créé cette production accrue, ont appris à connaître la beauté que la vie peut offrir au corps comme à l'esprit.

Encore une citation, tirée des chapitres où l'auteur étudie l'« immoralité » tant reprochée à la classe ouvrière par les pharisiens capitalistes. C'est à propos d'une femme d'ouvrier qui avait commencé à jouer aux courses, lorsqu'elle était dans la plus grande détresse.

Elle avait continué, à cause de l'excitation et de l'intérêt que cela donnait à sa vie... C'était sans doute un mal, un grand mal que cette femme jouât... Mais il faut bien qu'elle qui, auparavant, ne s'était occupée de rien en dehors de sa vie pénible de tous les jours, ait vu briller devant ses yeux une lueur, si trouble qu'elle pût être, quand elle avait commencé à introduire dans cette vie l'alternance continuelle d'espoir, de crainte et d'attente, lorsque, jour par jour, en prenant en main la feuille du résultat des courses, elle avait le sentiment que c'était son sort qui s'y était décidé.



Bibliographie

Les Lois Ouvrières mises à la portée de tous par H. RANOUX. — Prix : 2 francs. En vente chez Cornély et Cie, 101, Rue de Vaugirard, Paris.

L'ouvrier et l'employé s'embauchent ou sont renvoyés, sont frappés d'invalidité ou victimes d'un accident du travail, se mettent en grève ou poursuivent leur patron devant les prud'hommes: voilà, n'est-il pas vrai, des incidents habituels de leur vie laborieuse. Et l'ignorance générale des travailleurs en matière de législation du travail les place dans l'embarras : « Quels sont exactement mes droits ? Que dois-je faire pour en conserver le bénéfice ? » se disent-ils. [Il y a des formalités à accomplir, très simples d'ailleurs, mais qu'il faut connaître ; et, jusqu'à ce jour, il manquait, pour venir à l'aide de l'ouvrier et de l'employé, un guide clair et précis.

Le livre qui vient de paraître : *Les Lois Ouvrières*, est ce guide.

Les patrons eux-mêmes s'y reporteront utilement, pour connaître la situation exacte dans laquelle les a placés la législation du travail.

Aux Lecteurs et Abonnés

L'encombrement des services postaux, le chômage de l'imprimerie les 1^{er} et 2 Janvier ont entraîné des retards dans la livraison du dernier numéro du « Socialisme ».

Toutes dispositions sont prises pour l'avenir afin que nos dépositaires et les camarades qui se chargent de la vente dans les groupes, syndicats et coopératives reçoivent le « Socialisme » le samedi.

Quant aux abonnés, ils doivent recevoir notre journal-revue le dimanche matin au plus tard, même dans les localités les plus éloignées.

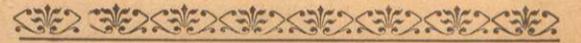
DEPOTS DE VENTE :

Les groupes, ainsi que les dépositaires désignés par nos amis, reçoivent le *Socialisme* à raison de 0 fr. 70 les dix exemplaires (franco de port — invendus non repris — règlement mensuel).

Ci-après les principaux dépôts de vente dans Paris :

- Librairie, 3, boulevard de Port Royal.
- 73, rue Claude Bernard.
- Kiosque, 278, place St-Michel.
- 278, boulevard St-Michel.
- 211, place de la République, 1.
- — rue Ordener, 115.
- 179, boulevard Magenta, 1.

Le *Socialisme* est en vente dans les bibliothèques de toutes les gares de chemin de fer et du Métropolitain.



ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an



* HORLOGERIE *

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre « TORPILLEUR »

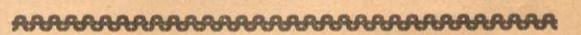
(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

NICKEL, 30 FR. — ACIER, 32 FR. — ARGENT, 42 FR. — OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du « SOCIALISME »

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie
Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels
L'Horlogerie est garantie 4 ans



FABRIQUE DE MEUBLES

©© LOUIS SCHMITT ©©

43, Rue des Boulets, PARIS - Tél. 924-05

VENTE AUX PRIX DE GROS

Salons, Salles à manger, Bureaux

Chambres à coucher, Sièges en tous genres

Tous les meubles sont garantis sur factures

REMISE DE 10 0/0 AU COMPTANT AUX ABONNÉS DU « SOCIALISME »

ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 9, rue Joubert



Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14^e)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. Imprimerie J.-E. WATELET AÎNÉ
69, Avenue d'Orléans.

